

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 NOVEMBRE 1908.

Projet de loi modifiant la loi du 31 juillet 1889 sur les Conseils
de prud'hommes.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Dans ces dernières années, les employés de l'industrie et du commerce ont demandé avec insistance à bénéficier de la juridiction des Conseils de prud'hommes et diverses propositions de loi ont été élaborées en vue de leur donner satisfaction. Le Gouvernement avait d'abord pensé que l'examen de cette question pourrait être utilement réservé jusqu'au moment où serait entamée la revision générale de la loi organique du 31 juillet 1889; mais, en présence du désir manifesté par la Chambre, il n'hésite pas à vous proposer de consacrer dès à présent une extension qui se justifie d'ailleurs pleinement.

La situation juridique des employés, tout le monde le reconnaît, est analogue à celle des ouvriers. Aussi le législateur a-t-il déjà à maintes reprises disposé à la fois pour ces deux catégories de travailleurs. Citons : la loi sur l'incessibilité et l'insaisissabilité des salaires, la loi sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, la loi sur le repos dominical. C'est encore en se plaçant au même point de vue que, dans le projet portant revision de la loi du 16 août 1887, le Gouvernement propose d'étendre aux employés le bénéfice de l'institution des Conseils de l'industrie et du travail.

L'extension de la juridiction des Conseils de prud'hommes aux employés peut se concevoir de diverses manières.

Ainsi, on peut imaginer des Conseils de prud'hommes spéciaux, ayant

compétence exclusive pour toutes les contestations entre chefs d'entreprise et employés ou bien, en sens inverse, se borner à étendre la juridiction des Conseils existants, sans modifier autrement l'organisation de ces collèges. La première de ces solutions présenterait l'inconvénient d'entraîner des dépenses assez considérables. Quant à la seconde, elle méconnaît le principe qui se trouve à la base de l'institution prud'homale et consiste à faire juger les donneurs et les preneurs d'ouvrage par leurs pairs. Bien que leur situation juridique soit analogue, les employés et les ouvriers forment deux catégories professionnelles distinctes. Les réunir purement et simplement dans une même juridiction aurait inévitablement pour conséquence de noyer, pour ainsi dire, les employés dans la masse des travailleurs manuels.

La solution à laquelle le Gouvernement s'est arrêté occupe en quelque sorte le « juste milieu » entre ces deux tendances extrêmes ; elle consiste à prévoir, en principe et pour la majorité des cas, deux juridictions séparées, sauf à les réunir, au point de vue de l'organisation, sous la forme de deux Chambres d'un même Conseil, élues par deux corps électoraux distincts.

Le présent projet de loi ne vise pas seulement les employés ; il tend également à rendre justiciables des Conseils de prud'hommes certaines catégories de chefs d'entreprise et d'ouvriers, qui jusqu'ici sont restés soumis à la juridiction ordinaire.

En vertu de la loi organique du 31 juillet 1889, la juridiction des Conseils de prud'hommes est limitée aux patrons et aux ouvriers de l'industrie et il résulte d'une déclaration faite par M. le Ministre De Bruyn à la Chambre des Représentants que le terme « industrie » doit être interprété ici restrictivement. A la suite de cette déclaration, on a considéré comme n'étant pas justiciables des Conseils de prud'hommes non seulement les agriculteurs et les commerçants ainsi que leurs ouvriers, mais encore les patrons et les ouvriers des industries du transport et de la manutention des marchandises et même les ouvriers des entreprises industrielles qui ne coopèrent pas directement à la production, tels que les camionneurs, emballeurs, hommes de peine, etc.

Sans doute, il faut reconnaître que l'une des principales raisons qui justifient l'intervention d'une juridiction spéciale — jugement des affaires par des personnes au courant des usages et de la technique du métier — s'applique surtout aux patrons et aux ouvriers de l'industrie proprement dite. Cependant, les avantages que présente une juridiction rapide et peu coûteuse peuvent être invoqués dans tous les cas et, d'autre part, il y a lieu de remarquer que les Administrations communales rencontrent de réelles difficultés à établir la délimitation, dans bien des cas assez subtile, entre les patrons et les ouvriers qui doivent être inscrits comme électeurs et les autres.

A ce double point de vue, il serait utile d'étendre la juridiction des Conseils de prud'hommes à tous les patrons et ouvriers de l'industrie indistinctement ainsi qu'aux patrons et ouvriers du commerce.

Quant aux agriculteurs, ils n'ont jamais demandé à bénéficier de la juridiction prud'homale. Leur extrême dispersion, d'ailleurs, rendrait difficile en pratique l'institution de Conseils de prud'hommes dans les régions rurales. Pour assurer à ces Conseils un nombre d'affaires suffisant, on serait amené, dans bien des cas, à leur donner un ressort très étendu, comprenant par exemple plusieurs cantons de justice de paix. Dès lors, les avantages que les Conseils de prud'hommes peuvent présenter par rapport à la juridiction ordinaire seraient peu appréciés, par la plupart des justiciables, en présence des inconvénients résultant d'un plus grand éloignement du siège de l'institution.

Le Gouvernement estime, en conséquence, qu'il n'y a pas lieu de comprendre les agriculteurs dans l'extension de juridiction projetée.

Pour formuler cette extension de juridiction, il a été nécessaire de modifier ou de compléter dix-huit articles de la loi du 31 juillet 1889.

Le présent projet est d'ailleurs limité à ce seul objet. Toutes les autres améliorations dont l'organisation des Conseils de prud'hommes est susceptible, seront examinées à l'occasion de la révision générale de la loi organique.

Il y aura lieu, notamment, de revenir sur la rédaction de l'article 2, le présent projet se bornant, en somme, à généraliser et à adapter aux commerçants et aux employés les définitions des termes « chefs d'industrie » et « ouvriers », qui se trouvent dans la loi et sont loin d'être parfaites.

La loi actuelle permet d'établir des Chambres spéciales, mais néglige d'en régler l'organisation. Comme, à la suite de l'adoption du présent projet, il y aura lieu de créer de nombreuses Chambres pour employés, il a paru indispensable de combler cette lacune.

L'article 73 réorganise les bureaux de conciliation, de manière à donner satisfaction à la fois aux employés et aux ouvriers.

Les modifications apportées aux articles 76 et 77 ont pour but de sauvegarder les intérêts des employés dans le cas où ils n'auraient pas été réunis dans une Chambre spéciale.

Quant à la disposition transitoire, sa raison d'être est double : Les deux premiers alinéas permettront de procéder, éventuellement, à l'élection des nouveaux membres avant l'échéance du renouvellement triennal. L'alinéa 3 empêchera que les commerçants et les employés ne soient jugés par les Conseils de prud'hommes avant que ceux-ci ne présentent les garanties de compétence voulues.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

ARM. HUBERT.

(4)

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie et du
Travail présentera en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 1^{er} à 7, 39, 42, 44, 52,
63, 73, 76, 77, 81, 108 et 128 de
la loi du 31 juillet 1889 sur les Con-
seils de prud'hommes sont modifiés
comme suit :

ARTICLE PREMIER.

Alinéa 1^{er}. — Les Conseils de prud'-
hommes sont institués dans le but de
vider, par voie de conciliation, ou, à
défaut de conciliation, par voie de
jugement, les différends qui s'élèvent
soit entre les chefs d'industrie ou les
commerçants et leurs ouvriers ou
employés, soit entre les ouvriers ou
employés eux-mêmes, dans les limites et
selon le mode tracés par la présente loi.

ART. 2.

Par chefs d'industrie, on entend : les
fabricants, les patrons, les directeurs-
gérants, administrateurs, directeurs
techniques, sous-directeurs et ingénieurs

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voordracht van Onzen Minister
van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid en Ar-
beid zal in Onzen Naam aan de Wetge-
vende Kamers ter overweging aanbieden
het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt :

EENIG ARTIKEL.

Artikelen 1 tot 7, 39, 42, 44, 52,
63, 73, 76, 77, 81, 108 et 128 der
wet van 31 Juli 1889 op de Werkrech-
tersraden worden gewijzigd als volgt :

ARTIKEL EÉN.

Lid 1. — De Werkrechtersraden wor-
den ingesteld om, bij wijze van verzoe-
ning, of bij gebreke aan verzoening,
door een vonnis, de oneenigheden te
beslechten, die ontstaan, hetzij tusschen
nijverheidshoofden of handelaars en
hunne werklieden of bedienden, hetzij
tusschen werklieden of bedienden on-
derling, binnen de grenzen en volgens
de wijze door deze wet voorgeschreven.

ART. 2.

Door nijverheidshoofden worden be-
doeld : fabrikanten, bazen, beheerende
bestuurders, beheerders, technische be-
stuurders, onderbestuurders en inge-

d'établissements industriels ou d'art industriel, les exploitants, ingénieurs, directeurs ou sous-directeurs des travaux de mines, minières, carrières et usines métallurgiques et les armateurs et propriétaires de bateaux de pêche maritime.

Par commerçants, on entend :

1° Les personnes, non visées ci-dessus, que la loi du 15 décembre 1872 qualifie de commerçants et qui, en dehors des membres de leur famille habitant avec elles, occupent un employé ou un ouvrier au moins ;

2° Les directeurs gérants, administrateurs et sous-directeurs des entreprises exploitées par ces personnes ou des établissements similaires exploités par des sociétés.

Par ouvriers, on entend : les artisans, les contre-maitres, les ouvriers occupés par des chefs d'industrie ou des commerçants et les patrons et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche.

Par employés, on entend : les travailleurs et agents qui ne sont pas compris dans les énumérations qui précèdent et qui, en qualité de commis, vendeurs, caissiers, voyageurs ou en toute autre qualité analogue, sont au service d'un chef d'industrie ou d'un commerçant, moyennant une rémunération fixe ou variable.

Les définitions qui précèdent ne s'appliquent pas aux personnes faisant partie de l'équipage des navires de commerce.

ART. 3.

Alinéa 5. — La division d'un Conseil en Chambres ainsi que le nombre des membres et la composition du Conseil et de chaque Chambre sont réglés par arrêté royal.

nieurs van nijverheids- of kunstnijverheidsinrichtingen, ontginners, ingénieurs, bestuurders of onderbestuurders van mijnen, graverijen, groeven en metaalfabrieken en de reeders en eigenaars van visschersbooten.

Door handelaars verstaat men :

1° De hierboven niet bedoelde personen, die door de wet van 15 December 1872 handelaars worden genoemd en bij wie, buiten de met hen inwonende familieleden, ten minste één werkmán of bediende werkzaam is ;

2° De beheerende bestuurders, beheerders en onderbestuurders van de ondernemingen door deze personen uitgebaat of van dergelijke inrichtingen door vennootschappen uitgebaat.

Door werklieden worden bedoeld : ambachtslieden, meester gasten, werklieden bij nijverheidshoofden of handelaars werkzaam en scheepslieden die op de rol der bemanning van een visschersboot ingeschreven zijn.

Door bedienden worden bedoeld : arbeiders en beambten die niet onder bovengemelde rangschikkingen behoorren en die in de hoedanigheid van klerk, verkooper, kashouder, reiziger of in dergelijke hoedanigheid werkzaam zijn bij een nijverheidshoofd of handelaar, tegen vaste of onvaste vergoeding.

Bovengemelde bepalingen zijn niet van toepassing op de personen die tot de bemanning der handelsschepen behoorren.

ART. 3.

Lid 5. — De splitsing van eenen Raad in Kamers alsook het getal leden en de samenstelling van den Raad en van elke Kamer worden bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 4.

Alinéa 3. — Les membres du Conseil et ceux des Chambres spéciales seront choisis pour moitié parmi les chefs d'entreprise et pour moitié parmi les ouvriers et employés.

Alinéa 4. — Toutefois, lorsque le Conseil est divisé en deux Chambres ayant respectivement pour mission de vider les contestations entre les ouvriers et les chefs d'entreprise et les différends entre ceux-ci et les employés, la première se compose, en nombre égal, de chefs d'entreprise et d'ouvriers, la seconde de chefs d'entreprise et d'employés.

Alinéa 5. — Dans ce cas, l'arrêté royal prévu à l'article précédent détermine, d'après les industries et les commerces exercés, les mandats de membres chefs d'entreprise qui sont communs aux deux Chambres et ceux qui sont propres à chacune d'elles.

ART. 5.

Il est nommé quatre suppléants au moins près de chaque Conseil et deux suppléants au moins près de chaque Chambre.

Les suppléants sont choisis d'après les mêmes règles que les effectifs.

ART. 6.

Deux collèges électoraux spéciaux sont formés pour chacun des Conseils établis dans ces conditions.

Ces collèges sont composés respectivement des électeurs chefs d'entreprise et des électeurs ouvriers et employés appartenant aux industries ou commerces ou faisant partie des groupes d'industries ou de commerces pour lesquels les Conseils sont établis.

ART. 4.

Lid 3. — De leden van den Raad en die van de bijzondere Kamers worden gekozen voor de helft onder de nijverheidshoofden en voor de andere helft onder de werklieden en bedienden.

Lid 4. — Indien evenwel de Raad gesplitst is in twee Kamers, welke onderscheidenlijk in opdracht hebben de oneenigheden tusschen werklieden en nijverheidshoofden en de geschillen tusschen laatstgenoemden en bedienden te beslechten, dan is de eerste samengesteld in gelijk getal uit nijverheidshoofden en werklieden, de tweede uit nijverheidshoofden en bedienden.

Lid 5. — In dit geval wordt bij het in voorgaand artikel voorzien koninklijk besluit bepaald, en zulks naar de nijverheids- of handelsbedrijven, welk mandaat van nijverheidshoofdlid gemeen is aan beide Kamers en welk eigen is aan elk dezer Kamers.

ART. 5.

Er worden voor elken Raad ten minste vier plaatsvervangende leden en voor elke Kamer ten minste twee plaatsvervangende leden benoemd.

De plaatsvervangende leden worden gekozen naar dezelfde voorschriften als de werkelijke.

ART. 6.

Voor elken onder deze voorwaarden opgerichten Raad worden twee bijzondere kiescolleges tot stand gebracht.

Die colleges zijn samengesteld onderscheidenlijk uit nijverheidshoofden kiezers en uit werklieden en bedienden kiezers behorende tot de nijverheids- of handelsbedrijven of deeltmakende van de nijverheids- of handelsgroepen ten wier behoeve de Raden opgericht zijn.

Si le Conseil est divisé en Chambres, le Roi pourra prescrire, pour chacune d'elles, la formation de deux collèges électoraux, composés, l'un, des électeurs chefs d'entreprise, l'autre, des électeurs ouvriers et employés appartenant aux professions pour lesquelles la Chambre est établie.

Dans le cas prévu à l'article 4, alinéa 4, il sera formé trois collèges électoraux chargés respectivement de désigner les membres chefs d'entreprise des deux Chambres, les prud'hommes ouvriers et les prud'hommes employés.

ART. 7.

Pour être porté sur la liste des électeurs, il faut :

1° Appartenir à l'une des catégories énumérées à l'article 2 ;

2° Être Belge ;

3° Être âgé de 25 ans accomplis ;

4° Être domicilié dans le ressort du Conseil depuis un an au moins et y exercer effectivement son industrie, son commerce ou son métier, depuis quatre ans au moins.

Pourront, néanmoins, bien que ne remplissant pas la condition de domicile énoncée ci-dessus, être portés, à leur demande, sur la liste des électeurs de la commune du siège de leur entreprise ou de leur travail, ceux qui justifieront de l'exercice de leur industrie, de leur commerce ou de leur métier, pendant quatre ans au moins, dans le ressort.

Pour les voyageurs, la condition de l'exercice de la profession dans le ressort, pendant quatre ans, est remplacée par celle de l'exercice de la profession pendant le même délai pour le compte d'une entreprise ayant son siège dans le ressort.

Is de Raad in Kamers gesplitst, dan mag de Koning, voor elk dezer, voorschrijven twee kiescolleges tot stand te brengen waarvan het een is samengesteld uit ondernemingshoofden kiezers, het ander uit werklieden en bedienden kiezers behoorende tot de beroepen ten wier behoefte de Kamer is opgericht.

In het bij artikel 4, lid 4, voorzien geval worden drie kiescolleges tot stand gebracht, welke belast zijn onderscheidenlijk, met het benoemen van de leden ondernemingshoofden van beide Kamers, van de werklieden werkrechters en van de bedienden werkrechters.

ART. 7.

Om op de kiezerslijsten gebracht te worden moet men :

1° Behooren tot een der klassen opgesomd in artikel 2 ;

2° Belg wezen ;

3° Volle 25 jaar oud zijn ;

4° Sedert ten minste één jaar wonen in het rechtsgebied van den Raad en er werkelijk zijn nijverheid, zijn handel of zijn ambacht sedert ten minste vier jaar uitoefenen.

Mogen evenwel op hunne aanvraag gebracht worden op de kiezerslijsten der gemeente waar hunne onderneming gevestigd is of waar zij werken, alhoewel aan de hierboven vermelde vereischte omtrent de woonplaats niet voldoende, degenen die bewijzen dat zij sedert ten minste vier jaar hun nijverheid, handel of ambacht in dit gebied uitoefenen.

Voor de reizigers wordt de vereischte omtrent de uitoefening van het beroep gedurende vier jaar in het rechtsgebied vervangen door de vereischte dat het beroep uitgeoefend weze gedurende hetzelfde tijdstip op rekening van eene in het rechtsgebied gevestigde onderneming.

ART. 39.

Alinéa 1^{er}. — Peuvent être appelés à faire également partie des Conseils de prud'hommes, les chefs d'entreprise retirés et les anciens ouvriers ou employés, pourvu qu'ils réunissent les autres conditions de capacité. Toutefois, ils ne pourront jamais, soit dans un Conseil, soit dans une Chambre, former plus du quart des membres.

Alinéa 2. — Cette proportion sera appliquée séparément aux patrons et aux ouvriers ou employés et, pour chacune de ces deux catégories, aux prud'hommes effectifs et aux suppléants.

.

ART. 42.

Deux chefs d'entreprise du même établissement ou de la même raison sociale ainsi que deux ouvriers ou employés attachés à la même exploitation ne peuvent être membres du même Conseil de prud'hommes, à moins qu'ils ne fassent partie de Chambres différentes.

Sous la même restriction, les membres du Conseil ne peuvent être ni parents, ni alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement.

Si des candidats, dont l'admission simultanée est interdite par les dispositions qui précèdent, sont élus au même tour de scrutin, celui qui a obtenu le plus de voix devient seul membre du Conseil; en cas de parité de voix, la préférence est donnée au plus âgé.

ART. 44.

Les chefs d'entreprise, réunis en assemblée particulière, nomment les prud'hommes chefs d'entreprise.

Les ouvriers et employés, également

ART. 39.

Lid 1. — Mogen insgelijks geroepen worden om deel uit te maken van de Werkrechtersraden voormalige ondernemingshoofden en gewezen werklieden of bedienden, mits zij de overige vereischten van bekwaamheid bezitten. Evenwel mogen zij nooit meer dan het vierde der leden hetzij van een Raad, hetzij van een Kamer, uitmaken.

Lid 2. — Die verhouding wordt afzonderlijk toegepast op de bazen en op de werklieden of bedienden en, voor elk dezer klassen, op de werkelijke en op de plaatsvervangende werkrechters.

.

ART. 42.

Twee ondernemingshoofden van dezelfde inrichting of van een zelfde firma, alsook twee werklieden of bedienden in dezelfde inrichting werkzaam, mogen van geen zelfden Werkrechtersraad deel uitmaken, ten ware zij tot twee verschillende Kamers behoorden.

Onder hetzelfde voorbehoud, mogen de leden van den Raad noch verwanten noch aangetrouwden wezen tot en erinbegrepen den tweeden graad.

Indien candidaten, die ingevolge voormelde bepalingen niet mogen te zamen aangenomen worden, gekozen worden in dezelfde stemming, dan is hij die de meeste stemmen verkreeg alleen gekozen; staken de stemmen, dan heeft de oudste den voorrang.

ART. 44.

De ondernemingshoofden, in bijzondere vergadering vereenigd, benoemen de ondernemingshoofden-werkrechters.

De werklieden en bedienden, insge-

réunis en assemblée particulière, notamment les prud'hommes ouvriers et employés.

Toutefois, dans le cas prévu à l'article 4, alinéa 4, les ouvriers et les employés forment deux assemblées distinctes, chargées respectivement d'élire les prud'hommes ouvriers et les prud'hommes employés.

ART. 52.

A l'expiration du terme utile pour la présentation des candidats, le bureau principal arrête définitivement la liste des candidats auxquels les suffrages peuvent être valablement accordés.

Cette liste est immédiatement affichée dans toutes les communes du ressort.

ART. 63.

Alinéa 1^{er}. Tous les trois ans, au mois de mars, les mandats des prud'hommes et de leurs suppléants sont renouvelés par moitié.

Alinéa 2. Les sorties ont lieu par séries composées en nombre égal de chefs d'entreprise et d'ouvriers et employés.

Alinéa 2^{bis}. Dans le cas prévu à l'article 4, alinéa 4, le renouvellement par moitié porte séparément sur les mandats des chefs d'entreprise, sur ceux des ouvriers et sur ceux des employés.

ART. 73.

Alinéa 1^{er}. Chaque Conseil de prud'hommes forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties.

Alinéa 2. — Le bureau de conciliation se compose d'un chef d'entreprise, d'un ouvrier et d'un employé. Le pre-

liks in bijzondere vergadering vereenigd, benoemen de werklieden en bedienden-werkrechters.

Evenwel in het bij artikel 4, lid 4, voorzien geval, maken de werklieden en bedienden twee afzonderlijke vergaderingen uit, belast onderscheidenlijk met het kiezen van werklieden-werkrechters.

ART. 52.

Na verloop van het tot de voorstelling der kandidaten gestelde tijdstip, wordt de lijst der kandidaten, waarop geldige stemmen kunnen uitgebracht worden, bepaald vastgesteld.

Deze lijst wordt onmiddellijk aangeplakt in al de gemeenten van het gebied.

ART. 63.

Lid 1. — Alle drie jaar, in de maand Maart, wordt het lidmaatschap van de werkrechters en van hunne plaatsvervangers om de helft vernieuwd.

Lid 2. — De aftredingen geschieden bij reeksen, van gelijk aantal, van ondernemingshoofden en werklieden en bedienden.

Lid 2^{bis}. — In het bij artikel 4, lid 4, voorzien geval, betreft de vernieuwing om de helft afzonderlijk het lidmaatschap der ondernemingshoofden werklieden en bedienden.

ART. 73.

Lid 1. — Iedere Werkrechtersraad brengt in zijn midden een bureel van verzoening tot stand, dat in opdracht heeft de partijen te verzoenen.

Lid 2. — Het bureel van verzoening is samengesteld uit een ondernemingshoofd, een werkmán en een bediende.

mier siège dans toutes les affaires; le second et le troisième interviennent respectivement dans les différends qui intéressent des ouvriers et dans ceux qui concernent des employés.

Alinéa 2^{bis}. — Lorsque le Conseil est divisé en Chambres, chacune d'elles forme dans son sein un bureau de conciliation spécial, composé d'un chef d'entreprise et d'un membre appartenant à l'autre catégorie.

Alinéa 3. — Dans l'un et l'autre cas, il est adjoint à chacun des effectifs un suppléant choisi dans la même catégorie que lui et chargé de le remplacer le cas échéant.

ART. 76.

Alinéa 1^{er}. — Le Conseil et les Chambres spéciales ne peuvent siéger que moyennant la présence d'un nombre égal de prud'hommes patrons et de prud'hommes ouvriers ou employés. Ce nombre est au moins de deux membres de chaque catégorie. Le président et le vice-président, s'ils sont choisis hors du Conseil, ne sont pas comptés pour former ce nombre minimum.

Alinéa 1^{bis}. — En outre, pour que le Conseil ou une Chambre spéciale puisse intervenir dans les différends concernant des ouvriers, il faut la présence d'au moins un prud'homme ouvrier et, s'il s'agit de contestations intéressant des employés, la présence d'au moins un prud'homme de cette catégorie.

ART. 77.

Chaque fois que les prud'hommes d'une des catégories se présenteront en nombre supérieur à celui des prud'

De eerste zetelt in alle zaken; de tweede en de derde treden onderscheidenlijk op in de geschillen, welke de werklieden en in deze, welke de bedienden aanbelangen.

Lid 2^{bis}. — Indien de Raad gesplitst is in Kamers, dan brengt elke Kamer in haar midden een bijzonder bureel van verzoening tot stand, dat samengesteld is uit een ondernemingshoofd en een lid tot de andere klasse behoorende.

Lid 3. — In beide gevallen, wordt aan elk werkelijk lid een plaatsvervangend lid toegevoegd, in dezelfde klasse als hij gekozen en, in voorkomend geval, gelast hem te vervangen.

ART. 76.

Lid 1. — De Raad en de bijzondere Kamers mogen geen zitting houden dan indien een gelijk getal bazen-werkrechters en werklieden of bedienden werkrechters aanwezig is. Dit getal bestaat uit ten minste twee leden van elke klasse. De voorzitter en de ondervoorzitter, indien zij buiten den raad gekozen zijn, komen in aanmerking voor dit minste getal.

Lid 1^{bis}. — Bovendien wordt, opdat de Raad of een bijzondere Kamer moge optreden in de geschillen betreffende werklieden, de aanwezigheid van ten minste één werkman-werkrechter en, indien de geschillen bedienden betreffen, de aanwezigheid van ten minste één bediende werkrechter vereischt.

ART. 77.

Telkens de werkrechters van een der reeksen zich aanbieden in grooter aantal dan de werkrechters van de andere

hommes de l'autre catégorie, le Conseil désignera, de commun accord, les membres de la catégorie la plus nombreuse qui devront se retirer, afin d'établir l'égalité.

En cas de désaccord, les membres les plus jeunes de la catégorie la plus nombreuse ne prendront point part au jugement.

Toutefois, lorsque la présence du membre le plus jeune de la catégorie la plus nombreuse est réclamée par la disposition du deuxième alinéa de l'article précédent, il participe au jugement au lieu et place du prud'homme qui, dans sa catégorie, le précède immédiatement au point de vue de l'âge.

ART. 81.

Les Conseils de prud'hommes connaissent des contestations soit entre ouvriers ou employés, ou entre ouvriers et employés, soit entre chefs d'entreprise et leurs ouvriers ou employés des deux sexes, pour tout fait d'ouvrage, de travail et de salaire concernant la branche d'industrie ou de commerce exercée par les justiciables.

La compétence, quant au lieu, est fixée par la situation de la fabrique, du chantier, du bureau, du magasin et, en général, de l'endroit où le travail est exécuté.

Toutefois, pour les ouvriers ou employés qui sont habituellement occupés au dehors de même que pour ceux qui travaillent à domicile, elle est déterminée conformément aux dispositions du chapitre II de la loi du 25 mars 1876.

Ces règles s'appliquent aux actions intentées par les chefs d'entreprise

reeks, duidt de Raad, bij onderling overleg, de leden van de talrijkst opgekomen reeks, die niet zetelen mogen, ten einde de gelijkheid te herstellen.

In geval van betwisting nemen de jongste leden van de talrijkste reeks geen deel aan de uitspraak.

Evenwel, indien de aanwezigheid van het jongste lid der talrijkste reeks wordt vereischt door de bepaling van het tweede alinea van het vorig artikel, dan neemt dit lid deel aan de uitspraak en treedt in de rechten van den werk-rechter, die in zijn afdeeling hem ten opzichte van den leeftijd onmiddellijk vooraf gaat.

ART. 81.

De Werkrechtersraden doen uitspraak over betwistingen hetzij tusschen werklieden of bedienden ofwel tusschen werklieden en bedienden, hetzij tusschen ondernemingshoofden en hunne werklieden of bedienden van beide geslachten, wegens elk feit aangaande werk, arbeid en loon, betreffende den nijverheids- of handelstak uitgeoefend door de rechtsplichtigen.

De bevoegdheid, wat het oord aangaat, wordt bepaald door de ligging van de fabriek, de werf, het kantoor, het magazijn en over 't algemeen, van de plaats waar het werk wordt uitgevoerd.

Evenwel voor de werklieden of bedienden die gewoonlijk buiten werkzaam zijn alsook voor de thuiswerkers, wordt zij bepaald overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II der wet van 25 Maart 1876.

Die voorschriften zijn van toepassing op de rechtsvorderingen van wege de

comme à celles qui sont introduites par les ouvriers ou employés.

ART. 108.

Les membres des Conseils de prud'hommes pourront être récusés :

6° S'ils sont patrons, ouvriers ou employés de l'une des parties en cause, ou s'ils sont contre-maitres au service du patron de l'une des parties.

ART. 128.

Alinéa 1^{er}. — Les frais de chaque Conseil de prud'hommes sont supportés par les diverses communes comprises dans le ressort; chacune d'elles intervient en proportion du nombre des ouvriers et employés occupés sur son territoire et, pour les voyageurs, proportionnellement au nombre de ceux qui y sont domiciliés.

Disposition transitoire.

La mise en vigueur de la présente loi sera réglée par arrêté royal en ce qui concerne les Conseils de prud'hommes actuellement existants.

A cette fin, le Roi pourra modifier la durée des mandats des prud'hommes et déroger aux règles ordinaires relatives aux dates et délais prescrits pour la formation des listes et les élections.

Les nouvelles règles relatives à la compétence seront applicables à partir de la prestation de serment du président du Conseil; le changement apporté

ondernemingshoofden, zoowel als op deze door de werklieden of bedienden ingediend.

ART. 108.

De leden der Werkrechtseraden mogen gewraakt worden :

6° Indien zij bazen, werklieden of bedienden van een der betrokken partijen, of indien zij als meestergasten in dienst zijn van den baas van een der partijen.

ART. 128.

Lid 1. — De kosten van elken Werkrechtseraad worden gedekt door de verschillende gemeenten behorende tot het rechtsgebied; elke gemeente komt tussehen naar verhouding van het getal werklieden en bedienden, welke op haar gebied werkzaam zijn en, voor de reizigers, naar verhouding van het getal dergenen die er woonachtig zijn.

Overgangsbepaling.

Het van kracht worden van deze wet zal, wat de thans bestaande Werkrechtseraden betreft, bij koninklijk besluit worden vastgesteld.

Te dien einde mag de Koning den duur van het lidmaatschap der in bediening zijnde werkrechters veranderen en afwijken van de gewone voorschriften omtrent vastgestelde data en tijdsruimten voor het opmaken der lijsten en voor de kiezingen.

De nieuwe voorschriften omtrent de bevoegdheid zijn van toepassing te rekenen van de eedaflegging van den voorzitter van den Raad; de verande-

à l'article 128, à partir du 1^{er} janvier
de l'année de l'élection.

ring in artikel 128 gebracht is van toe-
passing te rekenen van 1^o Januari van
het jaar der kiezing.

Donné à Laken, le 25 novembre
1908.

Gegeven te Laken, den 25^{en} November
1908.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

VAN 'S KONINGS WEGE :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 NOVEMBER 1908.

Ontwerp van wet tot wijziging van de wet van 31 Juli 1889
op de Werkrechtersraden.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

In de laatste jaren, hebben de nijverheids- en handelsbedienden aanhoudend gevraagd om de voordeelen van de rechtsmacht der Werkrechtersraden te genieten en werden verschillende wetsvoorstellen opgemaakt om hun voldoening te schenken. De Regeering was eerst de meening toegedaan dat het onderzoek van dit vraagstuk best voorbehouden kon worden tot wanneer men tot de algemeene herziening der inrichtingswet van 31 Juli 1889 zou overgaan; doch, tegenover den wensch door de Kamer uitgebracht, aarzelt zij niet u van nu af aan voor te stellen eene uitbreiding te huldigen, welke overigens ten volle gewettigd is.

De rechtstoestand der bedienden, iedereen stemt daarmee in, is dezelfde als die der werklieden. Ook heeft de wetgever reeds herhaalde malen voor deze beide soorten van arbeiders beschikt. Melden wij : de wet op de onafstaanbaarheid en de onbeslagbaarheid der loonen, de wet op de vergoeding der schade voortspruitende uit de arbeidsongevallen, de wet op de Zondagsrust. Eveneens uit dit standpunt uitgaande stelt de Regeering voor in het ontwerp houdende herziening der wet van 16 Augustus 1887 de voordeelen van de instelling der Nijverheids- en Arbeidsraden tot de bedienden uit te breiden.

De uitbreiding van de rechtsmacht der Werkrechtersraden tot de bedienden kan op verschillende wijzen opgevat worden.

Zoo kan men bijzondere Werkrechtersraden uitdenken, die uitsluitend bevoegd zijn in zake geschillen tusschen ondernemingshoofden en bedienden

ofwel, omgekeerd, zich bepalen bij de uitbreiding van de rechtsmacht der bestaande Raden, zonder de inrichting dier raden anderszins te wijzigen. De eerste oplossing biedt het ongemak dat er nog al groote onkosten uit voortspruiten. Wat de tweede betreft, zij miskent het grondbeginsel dat tot grondslag van de instelling der Werkrechtersraden dient en hierin bestaat dat werkgevers en werknemers door hun gelijken geoordeeld worden. Alhoewel hun rechtstoestand dezelfde is, maken de bedienden en de werklieden twee afzonderlijke beroepsklassen uit. Ze eenvoudig weg onder eene rechtsmacht brengen zou onvermijdelijk voor gevolg hebben de bedienden om zoo te zeggen te verdrinken in den vloed der handarbeiders.

De oplossing, welke de Regeering heeft aangenomen, is eenigermate de middelweg tusschen de twee uiterste strekkingen; zij bestaat hierin dat, in grondbeginsel en voor het meerendeel der gevallen, twee afzonderlijke rechtsmachten worden voorzien; evenwel worden deze machten, ten opzichte van de inrichting, vereenigd onder den vorm van twee Kamers van een zelfden Raad, welke gekozen worden door twee verschillende kiezerskorpsen.

Dit ontwerp van wet betreft niet alleenlijk de bedienden; ook sommige klassen van ondernemingshoofden en werklieden, die tot nog toe aan de gewone rechtsmacht onderworpen bleven zouden voortaan tot het rechtsgebied der Werkrechtersraden behooren.

Krachtens de inrichtingswet van 31 Juli 1889, is de rechtsmacht der Werkrechtersraden beperkt tot de bazen en werklieden van de nijverheid en het blijkt uit eene verklaring van wege den heer Minister De Bruyn in de Kamer der Volksvertegenwoordigers dat het woord « nijverheid » hier in beperkten zin moet gebruikt worden. Ingevolge deze verklaring heeft men beschouwd als niet behoorende tot het rechtsgebied der Werkrechtersraden niet alleen de landbouwers en handelaars alsook hunne werklieden, maar insgelijks de bazen en de werklieden van de bedrijven voor het vervoer en de behandeling van koopwaren en zelfs de werklieden der nijverheids-ondernemingen welke niet rechtstreeks tot de voortbrenging bijdragen, zooals vrachtrijders, inpakkers, daglooners, enz.

Ongetwijfeld dient erkend dat een der voornaamste redenen, welke het optreden van eene bijzondere rechtsmacht billijken — beoordeeling der zaken door personen die op de hoogte zijn van de gewoonten en de techniek van het ambacht — vooral op de bazen en werklieden der eigenlijke nijverheid van toepassing is. Evenwel mag men in elk geval wijzen op de voordeelen, welke eene vlugge en goedkoope rechtsmacht biedt en, anderzijds, dient aangemerkt dat de Gemeentebesturen het soms oprecht moeilijk hebben om, in vele onduidelijke gevallen, te bepalen welke bazen en werklieden dienen ingeschreven als kiezers en welke niet.

In dit tweevoudig opzicht ware het nuttig de rechtsmacht der Werkrechtersraden uit te breiden tot al de nijverheidsbazen en -werklieden zonder onderscheid, alsook tot alle handelsbazen en -werklieden.

Wat de landbouwers betreft, zij hebben nooit gevraagd om de voordeelen van de rechtsmacht der Werkrechtersraden te genieten. Zij zijn overigens zoo verspreid dat het metterdaad moeilijk ware Werkrechtersraden in de landbouwstroken in te stellen. Ten einde aan die Raden een toereikend aantal zaken te verzekeren, zou men in talrijke gevallen verplicht zijn hun een zeer uitgebreid gebied te geven, dat, bij voorbeeld, verschillende vrederechtkantons zou omvatten. Van dan af zouden de voordeelen, welke de Werkrechtersraden als gewone rechtsmacht kunnen bieden, door het meeren-deel der rechtsplichtigen weinig geprezen worden, om reden van de ongemakken die voortspruiten uit een aanzienlijkere verwijdering van den zetel der instelling.

De Regeering acht, bijgevolg, dat de landbouwers niet dienen onder de ontworpen uitbreiding van rechtsmacht te vallen.

Om deze uitbreiding van rechtsmacht in behoorlijken vorm te brengen was het noodig achttien artikelen der wet van 31 Juli 1889 te wijzigen of aan te vullen.

Dit ontwerp overigens bepaalt zich bij dit vraagstuk. Al de overige verbeteringen die in de inrichting der Werkrechtersraden kunnen gebracht worden, zullen onderzocht worden bij de algemeene herziening der inrichtingswet.

Het zal, onder andere, noodig zijn den opstel van artikel 2 te herzien, daar men in dit ontwerp, kortom, zich vergenoegt te veralgemeenen en op de handelaars en bedienden de bepalingen der uitdrukkingen « nijverheids-hoofden » en « werklieden » toe te passen, welke in de wet voorkomen en hoegenaamd niet volmaakt zijn.

De huidige wet laat toe bijzondere Kamers op te richten, maar verzuimt de inrichting ervan te regelen. Aangezien, tengevolge van de aanneming van dit ontwerp, talrijke Kamers voor bedienden zullen dienen gesticht, scheen het vullen van die leemte onontbeerlijk.

Artikel 73 dient tot herinrichting der verzoeningsbureelen, zoodat èn bedienden èn werklieden voldoening bekomen.

De wijzigingen, in artikels 76 en 77 gebracht, hebben voor doel de belangen der bedienden te vrijwaren indien deze niet in een bijzondere Kamer werden vereenigd.

Wat de overgangsbepaling betreft, zij heeft een tweevoudige reden van bestaan : het eerste en tweede lid zullen toelaten, desnoods, tot de verkiezing van nieuwe leden over te gaan vooraleer de driejaarlijksche hernieuwing vervallen weze. Lid 3 zal beletten dat de handelaars en bedienden door de Werkrechtersraden geoordeeld wezen, vooraleer deze de vereischte waarborgen van bevoegdheid bieden.

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

(4)

PROJET DE LOI.

WETSONTWERP.

LÉOPOLD II,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie et du
Travail présentera en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Les articles 1^{er} à 7, 39, 42, 44, 52,
65, 73, 76, 77, 81, 108 et 128 de
la loi du 31 juillet 1889 sur les Con-
seils de prud'hommes sont modifiés
comme suit :

ARTICLE PREMIER.

Alinéa 1^{er}. — Les Conseils de prud'-
hommes sont institués dans le but de
vider, par voie de conciliation, ou, à
défaut de conciliation, par voie de
jugement, les différends qui s'élèvent
soit entre les chefs d'industrie ou les
commerçants et leurs ouvriers ou
employés, soit entre les ouvriers ou
employés eux-mêmes, dans les limites et
selon le mode tracés par la présente loi.

ART. 2.

Par chefs d'industrie, on entend : les
fabricants, les patrons, les directeurs-
gérants, administrateurs, directeurs
techniques, sous-directeurs et ingénieurs

LEOPOLD II,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil!

Op voordracht van Onzen Minister
van Nijverheid en Arbeid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid en Ar-
beid zal in Onzen Naam aan de Wetge-
vende Kamers ter overweging aanbieden
het wetsontwerp waarvan de inhoud
volgt :

EENIG ARTIKEL.

Artikelen 1 tot 7, 39, 42, 44, 52,
65, 73, 76, 77, 81, 108 et 128 der
wet van 31 Juli 1889 op de Werkrech-
tersraden worden gewijzigd als volgt :

ARTIKEL ÉÉN.

Lid 1. — De Werkrechtersraden wor-
den ingesteld om, bij wijze van verzoee-
ning, of bij gebreke aan verzoening,
door een vonnis, de oneenigheden te
beslechten, die ontstaan, hetzij tussehen
nijverheidshoofden of handelaars en
hunne werklieden of bedienden, hetzij
tussehen werklieden of bedienden on-
derling, binnen de grenzen en volgens
de wijze door deze wet voorgeschreven.

ART. 2.

Door nijverheidshoofden worden be-
doeld : fabrikanten, bazen, beheerende
bestuurders, beheerders, technische be-
stuurders, onderbestuurders en inge-

d'établissements industriels ou d'art industriel, les exploitants, ingénieurs, directeurs ou sous-directeurs des travaux de mines, minières, carrières et usines métallurgiques et les armateurs et propriétaires de bateaux de pêche maritime.

Par commerçants, on entend :

1^o Les personnes, non visées ci-dessus, que la loi du 13 décembre 1872 qualifie de commerçants et qui, en dehors des membres de leur famille habitant avec elles, occupent un employé ou un ouvrier au moins ;

2^o Les directeurs gérants, administrateurs et sous-directeurs des entreprises exploitées par ces personnes ou des établissements similaires exploités par des sociétés.

Par ouvriers, on entend : les artisans, les contre-maitres, les ouvriers occupés par des chefs d'industrie ou des commerçants et les patrons et pêcheurs inscrits au rôle d'équipage d'un navire de pêche.

Par employés, on entend : les travailleurs et agents qui ne sont pas compris dans les énumérations qui précèdent et qui, en qualité de commis, vendeurs, caissiers, voyageurs ou en toute autre qualité analogue, sont au service d'un chef d'industrie ou d'un commerçant, moyennant une rémunération fixe ou variable.

Les définitions qui précèdent ne s'appliquent pas aux personnes faisant partie de l'équipage des navires de commerce.

ART. 3.

Alinéa 5. — La division d'un Conseil en Chambres ainsi que le nombre des membres et la composition du Conseil et de chaque Chambre sont réglés par arrêté royal.

nieurs van nijverheids- of kunstnijverheidsinrichtingen, ontginners, ingénieurs, bestuurders of onderbestuurders van mijnen, graverijen, groeven en metaalfabrieken en de reeders en eigenaars van visschersbooten.

Door handelaars verstaat men :

1^o De hierboven niet bedoelde personen, die door de wet van 13 December 1872 handelaars worden genoemd en bij wie, buiten de met hen inwonende familieleden, ten minste één werkmán of bediende werkzaam is :

2^o De beheerende bestuurders, beheerders en onderbestuurders van de ondernemingen door deze personen uitgebaat of van dergelijke inrichtingen door vennootschappen uitgebaat.

Door werklieden worden bedoeld : ambachtslieden, meester gasten, werklieden bij nijverheidshoofden of handelaars werkzaam en scheepslieden die op de rol der bemanning van een visschersboot ingeschreven zijn.

Door bedienden worden bedoeld : arbeiders en beambten die niet onder bovengemelde rangschikkingen behoren en die in de hoedanigheid van klerk, verkooper, kashouder, reiziger of in dergelijke hoedanigheid werkzaam zijn bij een nijverheidshoofd of handelaar, tegen vaste of onvaste vergoeding.

Bovengemelde bepalingen zijn niet van toepassing op de personen die tot de bemanning der handelsschepen behoren.

ART. 3.

Lid 5. — De splitsing van eenen Raad in Kamers alsook het getal leden en de samenstelling van den Raad en van elke Kamer worden bij koninklijk besluit geregeld.

ART. 4.

Alinéa 3. — Les membres du Conseil et ceux des Chambres spéciales seront choisis pour moitié parmi les chefs d'entreprise et pour moitié parmi les ouvriers et employés.

Alinéa 4. — Toutefois, lorsque le Conseil est divisé en deux Chambres ayant respectivement pour mission de vider les contestations entre les ouvriers et les chefs d'entreprise et les différends entre ceux-ci et les employés, la première se compose, en nombre égal, de chefs d'entreprise et d'ouvriers, la seconde de chefs d'entreprise et d'employés.

Alinéa 5. — Dans ce cas, l'arrêté royal prévu à l'article précédent détermine, d'après les industries et les commerces exercés, les mandats de membres chefs d'entreprise qui sont communs aux deux Chambres et ceux qui sont propres à chacune d'elles.

ART. 5.

Il est nommé quatre suppléants au moins près de chaque Conseil et deux suppléants au moins près de chaque Chambre.

Les suppléants sont choisis d'après les mêmes règles que les effectifs.

ART. 6.

Deux collèges électoraux spéciaux sont formés pour chacun des Conseils établis dans ces conditions.

Ces collèges sont composés respectivement des électeurs chefs d'entreprise et des électeurs ouvriers et employés appartenant aux industries ou commerces ou faisant partie des groupes d'industries ou de commerces pour lesquels les Conseils sont établis.

ART. 4.

Lid 3. — De leden van den Raad en die van de bijzondere Kamers worden gekozen voor de helft onder de nijverheidshoofden en voor de andere helft onder de werklieden en bedienden.

Lid 4. — Indien evenwel de Raad gesplitst is in twee Kamers, welke onderscheidenlijk in opdracht hebben de oneenigheden tusschen werklieden en nijverheidshoofden en de geschillen tusschen laatstgenoemden en bedienden te beslechten, dan is de eerste samengesteld in gelijk getal uit nijverheidshoofden en werklieden, de tweede uit nijverheidshoofden en bedienden.

Lid 5. — In dit geval wordt bij het in voorgaand artikel voorzien koninklijk besluit bepaald, en zulks naar de nijverheids- of handelsbedrijven, welk mandaat van nijverheidshoofdlid gemeen is aan beide Kamers en welk eigen is aan elk dezer Kamers.

ART. 5.

Er worden voor elken Raad ten minste vier plaatsvervangende leden en voor elke Kamer ten minste twee plaatsvervangende leden benoemd.

De plaatsvervangende leden worden gekozen naar dezelfde voorschriften als de werkelijke.

ART. 6.

Voor elken onder deze voorwaarden opgerichten Raad worden twee bijzondere kiescolleges tot stand gebracht.

Die colleges zijn samengesteld onderscheidenlijk uit nijverheidshoofden kiezers en uit werklieden en bedienden kiezers behorende tot de nijverheids- of handelsbedrijven of deeltmakende van de nijverheids- of handelsgroepen ten wier behoeve de Raden opgericht zijn.

Si le Conseil est divisé en Chambres, le Roi pourra prescrire, pour chacune d'elles, la formation de deux collèges électoraux, composés, l'un, des électeurs chefs d'entreprise, l'autre, des électeurs ouvriers et employés appartenant aux professions pour lesquelles la Chambre est établie.

Dans le cas prévu à l'article 4, alinéa 4, il sera formé trois collèges électoraux chargés respectivement de désigner les membres chefs d'entreprise des deux Chambres, les prud'hommes ouvriers et les prud'hommes employés.

ART. 7.

Pour être porté sur la liste des électeurs, il faut :

1^o Appartenir à l'une des catégories énumérées à l'article 2 ;

2^o Être Belge ;

3^o Être âgé de 25 ans accomplis ;

4^o Être domicilié dans le ressort du Conseil depuis un an au moins et y exercer effectivement son industrie, son commerce ou son métier, depuis quatre ans au moins.

Pourront, néanmoins, bien que ne remplissant pas la condition de domicile énoncée ci-dessus, être portés, à leur demande, sur la liste des électeurs de la commune du siège de leur entreprise ou de leur travail, ceux qui justifieront de l'exercice de leur industrie, de leur commerce ou de leur métier, pendant quatre ans au moins, dans le ressort.

Pour les voyageurs, la condition de l'exercice de la profession dans le ressort, pendant quatre ans, est remplacée par celle de l'exercice de la profession pendant le même délai pour le compte d'une entreprise ayant son siège dans le ressort.

Is de Raad in Kamers gesplitst, dan mag de Koning, voor elk dezer, voorschrijven twee kiescolleges tot stand te brengen waarvan het een is samengesteld uit ondernemingshoofden kiezers, het ander uit werklieden en bedienden kiezers behorende tot de beroepen ten wier behoefte de Kamer is opgericht.

In het bij artikel 4, lid 4, voorzien geval worden drie kiescolleges tot stand gebracht, welke belast zijn onderscheidenlijk, met het benoemen van de leden ondernemingshoofden van beide Kamers, van de werklieden werkrechters en van de bedienden werkrechters.

ART. 7.

Om op de kiezerslijsten gebracht te worden moet men :

1^o Behooren tot een der klassen opgesomd in artikel 2 ;

2^o Belg wezen ;

3^o Volle 25 jaar oud zijn ;

4^o Sedert ten minste één jaar wonen in het rechtsgebied van den Raad en er werkelijk zijn nijverheid, zijn handel of zijn ambacht sedert ten minste vier jaar uitoefenen.

Mogen evenwel op hunne aanvraag gebracht worden op de kiezerslijsten der gemeente waar hunne onderneming gevestigd is of waar zij werken, alhoewel aan de hierboven vermelde vereischte omtrent de woonplaats niet voldoende, degenen die bewijzen dat zij sedert ten minste vier jaar hun nijverheid, handel of ambacht in dit gebied uitoefenen.

Voor de reizigers wordt de vereischte omtrent de uitoefening van het beroep gedurende vier jaar in het rechtsgebied vervangen door de vereischte dat het beroep uitgeoefend weze gedurende hetzelfde tijdstip op rekening van eene in het rechtsgebied gevestigde onderneming.

ART. 39.

Alinéa 1^{er}. — Peuvent être appelés à faire également partie des Conseils de prud'hommes, les chefs d'entreprise retirés et les anciens ouvriers ou employés, pourvu qu'ils réunissent les autres conditions de capacité. Toutefois, ils ne pourront jamais, soit dans un Conseil, soit dans une Chambre, former plus du quart des membres.

Alinéa 2. — Cette proportion sera appliquée séparément aux patrons et aux ouvriers ou employés et, pour chacune de ces deux catégories, aux prud'hommes effectifs et aux suppléants.

.

ART. 42.

Deux chefs d'entreprise du même établissement ou de la même raison sociale ainsi que deux ouvriers ou employés attachés à la même exploitation ne peuvent être membres du même Conseil de prud'hommes, à moins qu'ils ne fassent partie de Chambres différentes.

Sous la même restriction, les membres du Conseil ne peuvent être ni parents, ni alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement.

Si des candidats, dont l'admission simultanée est interdite par les dispositions qui précèdent, sont élus au même tour de scrutin, celui qui a obtenu le plus de voix devient seul membre du Conseil; en cas de parité de voix, la préférence est donnée au plus âgé.

ART. 44.

Les chefs d'entreprise, réunis en assemblée particulière, nomment les prud'hommes chefs d'entreprise.

Les ouvriers et employés, également

ART. 39.

Lid 1. - Mogen insgelijks geroepen worden om deel uit te maken van de Werkrechtersraden voormalige ondernemingshoofden en gewezen werklieden of bedienden, mits zij de overige vereischten van bekwaamheid bezitten. Evenwel mogen zij nooit meer dan het vierde der leden hetzij van een Raad, hetzij van een Kamer, uitmaken.

Lid 2. Die verhouding wordt afzonderlijk toegepast op de bazen en op de werklieden of bedienden en, voor elk dezer klassen, op de werkelijke en op de plaatsvervangende werkrechters.

.

ART. 42.

Twee ondernemingshoofden van dezelfde inrichting of van een zelfde firma, alsook twee werklieden of bedienden in dezelfde inrichting werkzaam, mogen van geen zelfden Werkrechtersraad deel uitmaken, ten ware zij tot twee verschillende Kamers behoorden.

Onder hetzelfde voorbehoud, mogen de leden van den Raad noch verwanten noch aangetrouwden wezen tot en erinbegrepen den tweeden graad.

Indien candidaten, die ingevolge voormelde bepalingen niet mogen te zamen aangenomen worden, gekozen worden in dezelfde stemming, dan is hij die de meeste stemmen verkreeg alleen gekozen; staken de stemmen, dan heeft de oudste den voorrang.

ART. 44.

De ondernemingshoofden, in bijzondere vergadering vereenigd, benoemen de ondernemingshoofden-werkrechters.

De werklieden en bedienden, insge-

réunis en assemblée particulière, notamment les prud'hommes ouvriers et employés.

Toutefois, dans le cas prévu à l'article 4, alinéa 4, les ouvriers et les employés forment deux assemblées distinctes, chargées respectivement d'élire les prud'hommes ouvriers et les prud'hommes employés.

ART. 52.

A l'expiration du terme utile pour la présentation des candidats, le bureau principal arrête définitivement la liste des candidats auxquels les suffrages peuvent être valablement accordés.

Cette liste est immédiatement affichée dans toutes les communes du ressort.

ART. 65.

Alinéa 1^{er}. — Tous les trois ans, au mois de mars, les mandats des prud'hommes et de leurs suppléants sont renouvelés par moitié.

Alinéa 2. — Les sorties ont lieu par séries composées en nombre égal de chefs d'entreprise et d'ouvriers et employés.

Alinéa 2^{bis}. — Dans le cas prévu à l'article 4, alinéa 4, le renouvellement par moitié porte séparément sur les mandats des chefs d'entreprise, sur ceux des ouvriers et sur ceux des employés.

ART. 73.

Alinéa 1^{er}. — Chaque Conseil de prud'hommes forme dans son sein un bureau qui a pour mission de concilier les parties.

Alinéa 2. — Le bureau de conciliation se compose d'un chef d'entreprise, d'un ouvrier et d'un employé. Le pre-

liks in bijzondere vergadering vereenigd, benoemen de werklieden en bedienden-werkrechters.

Evenwel in het bij artikel 4, lid 4, voorzien geval, maken de werklieden en bedienden twee afzonderlijke vergaderingen uit, belast onderscheidenlijk met het kiezen van werklieden-werkrechters.

ART. 52.

Na verloop van het tot de voorstelling der candidaten gestelde tijdstip, wordt de lijst der candidaten, waarop geldige stemmen kunnen uitgebracht worden, bepaald vastgesteld.

Deze lijst wordt onmiddellijk aangeplakt in al de gemeenten van het gebied.

ART. 65.

Lid 1. — Alle drie jaar, in de maand Maart, wordt het lidmaatschap van de werkrechters en van hunne plaatsvervangers om de helft vernieuwd.

Lid 2. — De aftredingen geschieden bij reeksen, van gelijk aantal, van ondernemingshoofden en werklieden en bedienden.

Lid 2^{bis}. — In het bij artikel 4, lid 4, voorzien geval, betreft de vernieuwing om de helft afzonderlijk het lidmaatschap der ondernemingshoofden werklieden en bedienden.

ART. 73.

Lid 1. — Iedere Werkrechtersraad brengt in zijn midden een bureel van verzoening tot stand, dat in opdracht heeft de partijen te verzoenen.

Lid 2. — Het bureel van verzoening is samengesteld uit een ondernemingshoofd, een werkman en een bediende.

mier siège dans toutes les affaires; le second et le troisième interviennent respectivement dans les différends qui intéressent des ouvriers et dans ceux qui concernent des employés.

Alinéa 2^{bis}. — Lorsque le Conseil est divisé en Chambres, chacune d'elles forme dans son sein un bureau de conciliation spécial, composé d'un chef d'entreprise et d'un membre appartenant à l'autre catégorie.

Alinéa 3. — Dans l'un et l'autre cas, il est adjoint à chacun des effectifs un suppléant choisi dans la même catégorie que lui et chargé de le remplacer le cas échéant.

• • • • •

ART. 76.

Alinéa 1^{er}. — Le Conseil et les Chambres spéciales ne peuvent siéger que moyennant la présence d'un nombre égal de prud'hommes patrons et de prud'hommes ouvriers ou employés. Ce nombre est au moins de deux membres de chaque catégorie. Le président et le vice-président, s'ils sont choisis hors du Conseil, ne sont pas comptés pour former ce nombre minimum.

Alinéa 1^{bis}. — En outre, pour que le Conseil ou une Chambre spéciale puisse intervenir dans les différends concernant des ouvriers, il faut la présence d'au moins un prud'homme ouvrier et, s'il s'agit de contestations intéressant des employés, la présence d'au moins un prud'homme de cette catégorie.

• • • • •

ART. 77.

Chaque fois que les prud'hommes d'une des catégories se présenteront en nombre supérieur à celui des prud'

De eerste zetelt in alle zaken; de tweede en de derde treden onderscheidenlijk op in de geschillen, welke de werklieden en in deze, welke de bedienden aanbelangen.

Lid 2^{bis}. — Indien de Raad gesplitst is in Kamers, dan brengt elke Kamer in haar midden een bijzonder bureel van verzoening tot stand, dat samengesteld is uit een ondernemingshoofd en een lid tot de andere klasse behoorende.

Lid 3. — In beide gevallen, wordt aan elk werkelijk lid een plaatsvervangend lid toegevoegd, in dezelfde klasse als hij gekozen en, in voorkomend geval, gelast hem te vervangen.

• • • • •

ART. 76.

Lid 1. — De Raad en de bijzondere Kamers mogen geen zitting houden dan indien een gelijk getal bazen-werkrechters en werklieden of bedienden werkrechters aanwezig is. Dit getal bestaat uit ten minste twee leden van elke klasse. De voorzitter en de ondervoorzitter, indien zij buiten den raad gekozen zijn, komen in aanmerking voor dit minste getal.

Lid 1^{bis}. — Bovendien wordt, opdat de Raad of een bijzondere Kamer moge optreden in de geschillen betreffende werklieden, de aanwezigheid van ten minste één werkman-werkrechter en, indien de geschillen bedienden betreffen, de aanwezigheid van ten minste één bediende werkrechter vereischt.

• • • • •

ART. 77.

Telkens de werkrechters van een der reeksen zich aanbieden in grooter aantal dan de werkrechters van de andere

hommes de l'autre catégorie, le Conseil désignera, de commun accord, les membres de la catégorie la plus nombreuse qui devront se retirer, afin d'établir l'égalité.

En cas de désaccord, les membres les plus jeunes de la catégorie la plus nombreuse ne prendront point part au jugement.

Toutefois, lorsque la présence du membre le plus jeune de la catégorie la plus nombreuse est réclamée par la disposition du deuxième alinéa de l'article précédent, il participe au jugement au lieu et place du prud'homme qui, dans sa catégorie, le précède immédiatement au point de vue de l'âge.

ART. 81.

Les Conseils de prud'hommes connaissent des contestations soit entre ouvriers ou employés, ou entre ouvriers et employés, soit entre chefs d'entreprise et leurs ouvriers ou employés des deux sexes, pour tout fait d'ouvrage, de travail et de salaire concernant la branche d'industrie ou de commerce exercée par les justiciables.

La compétence, quant au lieu, est fixée par la situation de la fabrique, du chantier, du bureau, du magasin et, en général, de l'endroit où le travail est exécuté.

Toutefois, pour les ouvriers ou employés qui sont habituellement occupés au dehors de même que pour ceux qui travaillent à domicile, elle est déterminée conformément aux dispositions du chapitre II de la loi du 25 mars 1876.

Ces règles s'appliquent aux actions intentées par les chefs d'entreprise

reeks, duidt de Raad, bij onderling overleg, de leden van de talrijkst opgekomen reeks, die niet zetelen mogen, ten einde de gelijkheid te herstellen.

In geval van betwisting nemen de jongste leden van de talrijkste reeks geen deel aan de uitspraak.

Evenwel, indien de aanwezigheid van het jongste lid der talrijkste reeks wordt vereischt door de bepaling van het tweede alinea van het vorig artikel, dan neemt dit lid deel aan de uitspraak en treedt in de rechten van den werk-rechter, die in zijn afdeeling hem ten opzichte van den leeftijd onmiddellijk vooraf gaat.

ART. 81.

De Werkrechtersraden doen uitspraak over betwistingen hetzij tusschen werklieden of bedienden ofwel tusschen werklieden en bedienden, hetzij tusschen ondernemingshoofden en hunne werklieden of bedienden van beide geslachten, wegens elk feit aangaande werk, arbeid en loon, betreffende den nijverheids- of handelstak uitgeoefend door de rechtsplichtigen.

De bevoegdheid, wat het oord aangaat, wordt bepaald door de ligging van de fabriek, de werf, het kantoor, het magazijn en over 't algemeen, van de plaats waar het werk wordt uitgevoerd.

Evenwel voor de werklieden of bedienden die gewoonlijk buiten werkzaam zijn alsook vóór de thuiswerkers, wordt zij bepaald overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk II der wet van 25 Maart 1876.

Die voorschriften zijn van toepassing op de rechtsvorderingen van wege de

comme à celles qui sont introduites par les ouvriers ou employés.

ART. 108.

Les membres des Conseils de prud'hommes pourront être récusés :

6^o S'ils sont patrons, ouvriers ou employés de l'une des parties en cause, ou s'ils sont contre-maitres au service du patron de l'une des parties.

ART. 128.

Alinéa 1^{er}. — Les frais de chaque Conseil de prud'hommes sont supportés par les diverses communes comprises dans le ressort; chacune d'elles intervient en proportion du nombre des ouvriers et employés occupés sur son territoire et, pour les voyageurs, proportionnellement au nombre de ceux qui y sont domiciliés.

Disposition transitoire.

La mise en vigueur de la présente loi sera réglée par arrêté royal en ce qui concerne les Conseils de prud'hommes actuellement existants.

A cette fin, le Roi pourra modifier la durée des mandats des prud'hommes et déroger aux règles ordinaires relatives aux dates et délais prescrits pour la formation des listes et les élections.

Les nouvelles règles relatives à la compétence seront applicables à partir de la prestation de serment du président du Conseil; le changement apporté

ondernemingshoofden zoowel als op deze door de werklieden of bedienden ingediend.

ART. 108.

De leden der Werkrechtersraden mogen gewraakt worden :

6^o Indien zij bazen, werklieden of bedienden van een der betrokken partijen, of indien zij als meestergasten in dienst zijn van den baas van een der partijen.

ART. 128.

Lid 1. — De kosten van elken Werkrechtersraad worden gedekt door de verschillende gemeenten behorende tot het rechtsgebied; elke gemeente komt tusschen naar verhouding van het getal werklieden en bedienden, welke op haar gebied werkzaam zijn en, voor de reizigers, naar verhouding van het getal dergenen die er woonachtig zijn.

Overgang-bepaling.

Het van kracht worden van deze wet zal, wat de thans bestaande Werkrechtersraden betreft, bij koninklijk besluit worden vastgesteld.

Te dien einde mag de Koning den duur van het lidmaatschap der in bediening zijnde werkrechters veranderen en afwijken van de gewone voorschriften omtrent vastgestelde data en tijdsruimten voor het opmaken der lijsten en voor de kiezingen.

De nieuwe voorschriften omtrent de bevoegdheid zijn van toepassing te rekenen van de eedaflegging van den voorzitter van den Raad; de verande-

à l'article 128, à partir du 1^{er} janvier
de l'année de l'élection.

ring in artikel 128 gebracht is van toe-
passing te rekenen van 1^o Januari van
het jaar der kiezing.

Donné à Laeken, le 25 novembre
1908.

Gegeven te Laken, den 25^o November
1908.

LÉOPOLD.

PAR LE ROI :

VAN 'S KONINGS WEGE :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

De Minister van Nijverheid en Arbeid,

ARM. HUBERT.

